

GARE ROUTIÈRE DU CAROUBIER

Une contribution à la lutte contre la violence routière

L'insécurité routière constitue une des principales causes de mortalité. L'Union nationale des transporteurs (Unat) veut arrêter l'hémorragie, via la sensibilisation.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Pour le premier trimestre de l'année en cours, 9 005 accidents ont été enregistrés, dont 4 251 en milieu urbain, soit 47,21%, et 4 754 en milieu rural, soit 52,79%, selon les statistiques rapportées. Les pertes humaines sont évaluées à 951 morts, quant aux blessés, ils sont au nombre de 13 814.

A cet effet, la gare routière du Caroubier abrite, du 15 au 18 juin, des journées de sensibilisation sur la sécurité routière destinées aux opérateurs de transport public de voyageurs exploitant les grandes lignes, organisées par l'Union nationale des transporteurs (Unat).

Une manifestation ayant pour objectif de sensibiliser transporteurs et usagers à la sécurité routière, et de les amener à prendre conscience des risques encourus sur la route. Différents partenaires, tels que les services de prévention routière, la police nationale ou encore la gendarmerie, y prennent part.

Le choix de la période estivale et de la gare, qui enregistre 500 à 600

départs de cars et 15 000 à 20 000 voyageurs par jour, «c'est d'impliquer le maximum de citoyens» dans la lutte contre le terrorisme routier.

Quant au coût de la prise en charge des accidents de la route, il est évalué à 100 milliards de dinars. Les maladresses des conducteurs ont provoqué 40 480 accidents en 2008 dira M. Aïder, président de l'Unat, lors d'une conférence de presse qu'il a animée hier. Ainsi, le facteur humain est la première cause d'accidents relève le conférencier, à près de 80%. Sur les dix causes génératrices d'accidents, trois seront retenues lors de ces journées de sensibilisation. «Cette campagne de sensibilisation ciblera cette fois-ci trois de ces principales causes», explique le président de l'Unat. Il s'agit de la non observation des «stop», à l'origine de 10% des accidents, de l'excès de vitesse et des dépassements dangereux. La conduite en état d'ébriété a causé plus de 568 accidents.

L'utilisation du portable ou du casque, au volant, aurait causé près de 108



La gare enregistre 500 à 600 départs de cars quotidiennement.

accidents, selon les statistiques. Multiplication des

contrôles techniques des véhicules, durcissement

des lois, professionnalisation du métier de transporteur,

renouvellement du parc automobile, qui compte actuellement 5 millions de véhicules, peuvent contribuer à la baisse de ces taux.

«Nous sommes le premier importateur de pièces de rechanges» pourtant la maintenance fait défaut.

Pour le lieutenant Bellouti Ali «il faut une prise de conscience aussi bien des transporteurs que des usagers» pour mettre un terme à l'hécatombe.

Selon le représentant de la gendarmerie, un durcissement des dispositions législatives permettrait de réduire le nombre d'accidents et de faire respecter le code de la route.

W. Z.

DONNEURS D'ORGANES

Ces «sauveurs» de vies

Au grand regret des médecins spécialistes, la transplantation d'organes entre les conjoints demeure toujours interdite par la loi algérienne. Ainsi, beaucoup de couples se voient privés d'une greffe «possible» entre eux, pourtant autorisée dans d'autres pays.

«J'espère que l'Algérie suivra l'exemple de la France où la greffe d'organes entre conjoints est autorisée», a déclaré, le P^r Rayane, président de la Société algérienne de néphrologie, dialyse et transplantation, hier à Alger, lors d'une journée organisée en l'honneur des donneurs d'organes. «Dans notre pays, les trans-

plantations se font seulement entre les parents et leurs enfants ou entre fratrie», explique-t-il. Et d'ajouter : «Nous avons eu des couples de donneur et receveur que nous avons orientés vers la France là où ce type de greffe est autorisée.» D'autre part, le P^r Rayane a rappelé que l'Algérie a ratifié la déclaration d'Istanbul interdisant le trafic d'organes et le tourisme de transplantation. «Les gens se font greffer dans les pays où ces pratiques sont tolérées tels le Pakistan, la Chine et l'Egypte», a-t-il dit. Précisant que le tourisme de transplantation ne cible que les riches, il affirme qu'une dizaine de cas algériens y ont «bénéficié» dont

«nous assurons le suivi médical».

Par ailleurs, une dizaine de donneurs d'organes ont été gratifiés par la Société algérienne de néphrologie, dialyse et transplantation. «Nous oublions toujours les donneurs d'organes. Leur geste est le plus solidaire et il mérite toute notre reconnaissance, affirme le P^r Rayane. Et de citer l'exemple de l'Iran où l'Etat encourage le don d'organes. Les donneurs sont pris en charge d'une manière assez particulière. Ils bénéficient, et ce, selon leur «statut» d'un poste de travail pour les chômeurs, d'un logement pour ceux qui sont dans le besoin.

Rym Nasri

TOURISME

Coup d'envoi de la réalisation de 50 hôtels

Le coup d'envoi de la réalisation de projets touristiques, hôteliers et de loisirs, initiés par une cinquantaine d'investisseurs nationaux, a été donné hier par le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme. Il s'agit de la quatrième opération du genre depuis janvier 2008 et entrant dans le cadre du schéma directeur du tourisme 2025. Cette opération cible une capacité additionnelle de près de 6800 lits et la création de plus de 10 100 emplois, «qui vient s'ajouter à trois opérations similaires concrétisées depuis l'année 2008 pour la réalisation de 283 projets touristiques».

Pour Chérif Rahmani, «cette initiative s'inscrit dans une démarche partenariale fondée sur une confiance partagée et des engagements mutuels du public et du privé». Ces projets sont répartis sur quatre pôles d'excellence touristique englobant dix-huit wilayas, le pôle Nord-Est renferme sept wilayas. Pour le ministère de tutelle, ce partenariat engage les investisseurs à «mobiliser les moyens de financement nécessaires à la réalisation de leurs projets dans les délais souscrits, à veiller au respect des lois et règlements relatifs aux normes d'urbanisme, d'environnement et de qualité, alors que du côté des pouvoirs publics, ces derniers apporteront un accompagnement aux investisseurs dans les domaines de la formation des personnels en gestion et aux métiers, l'insertion des établissements et l'innovation et l'utilisation des TIC pour la promotion et la communication de leurs produits».

Abder B.

PREMIÈRE CONFÉRENCE SUR L'ENTREPREUNARIAT FÉMININ

La femme chef d'entreprise à l'honneur

C'est sous le thème «l'entrepreneuriat féminin en Algérie : réalités et perspectives» que la première conférence sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie a été organisée hier à l'hôtel Hilton, conjointement par l'association des Algériennes managers et entrepreneurs (AME) et l'Association des femmes cadres algériennes (Afcare), avec le soutien de la GTZ (Coopération technique allemande).

Plusieurs intervenants ont longuement disserté sur le rôle de la femme chef d'entreprise dans le développement économique du pays et plaidé pour sa meilleure intégration dans le monde des affaires. M^{me} Marita Riedel, directrice du Programme de développement économique durable Deved de la GTZ, s'est félicitée de l'organisation d'une telle rencontre à laquelle devront succéder d'autres rencontres du genre afin que les femmes puissent se réunir et tisser des liens pour une meilleure visibilité. «Cette conférence, a-t-elle affirmé, pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin en Algérie est d'abord un espa-

ce et un moment d'échange et de réflexion sur les spécificités et les problématiques réelles auxquelles est aujourd'hui confronté l'entrepreneur féminin et permettra de tenter de tracer des perspectives pour des projets futurs».

Et de poursuivre : «L'idée de la conférence s'est développée suite à la participation de ces deux associations à la Conférence mondiale des femmes chefs d'entreprise de Bruxelles en octobre 2008, à l'initiative du Programme de «développement économique durable» (Deved) de la GTZ. Notre programme, le programme Deved, a pour objectif l'amélioration de la compétitivité

des petites et moyennes entreprises algériennes de moins de 20 salariés.» Celles-ci représentent plus de 90 % du total de la population «PME» en Algérie. Ce programme promeut le développement des structures d'intervention pour l'appui à la création d'un environnement concurrentiel, favorable à l'épanouissement des PME du secteur privé algérien.

Un appui ciblé est aussi apporté aux parties les moins représentées dans la sphère économique et une attention particulière est accordée au respect de l'égalité des chances et à une grande intégration des femmes dans la dynamique de changement du secteur de la PME.

La relayant, Aïcha Kouadria Boudjeltia, présidente de Afcare, a plaidé pour l'accès aux postes de décision. Elle a indiqué, en se référant aux statistiques de l'ONS, que le «taux d'ac-

tivité des femmes reste faible». Ainsi, le volume de l'emploi féminin s'élevait à 1 347 000 en 2007». Khadidja Belhadi, présidente des AME, s'est, pour sa part, interrogée sur la spécificité liée à l'entrepreneuriat féminin et sur l'éventualité de le revendiquer.

Elle s'est également interrogée sur la méthode d'organisation de la concertation et les échanges entre toutes les concernées pour faire aboutir réellement les projets. «Nous pensons que la PME algérienne n'est pas préparée aux grands changements qu'imposent la réalité de la mondialisation et les impératifs de la nouvelle économie fondée sur la communication et les réseaux du savoir», a-t-elle souligné. Pour elle, «il s'agit d'aller vers un nouveau modèle d'entreprise. une entreprise innovante, agile, flexible et en mesure de s'adapter au changement».

F. H.